

représailles nucléaires massives; il serait possible d'accroître la sécurité des deux côtés en réduisant le nombre d'armes offensives et en multipliant les réseaux défensifs.

L'ambassadeur Niles a souligné que les propositions américaines à Genève se basaient régulièrement sur des critères bien précis dont il faut aussi tenir compte lorsqu'on évalue les propositions soviétiques :

- 1) la stabilité de la dissuasion;
- 2) l'équilibre des forces nucléaires;
- 3) la capacité des deux camps de moderniser leurs arsenaux;
- 4) la sécurité des alliés européens;
- 5) la possibilité de vérifier que tout nouvel accord est respecté.

C'est dans cet ordre que l'ambassadeur Niles a parlé des critères.

La stabilité de la dissuasion serait gravement compromise si l'un ou l'autre bloc acquérait les moyens de réussir une première frappe. Les États-Unis n'avaient jamais poursuivi cet objectif, contrairement à l'Union soviétique, a déclaré M. Niles. Certains opposants de la politique américaine avaient soutenu que les États-Unis auraient une capacité de première frappe en 1989, avec le déploiement du missile D-5 à bord des sous-marins *Trident*, mais M. Niles a affirmé que les missiles nucléaires lancés depuis un sous-marin comportaient beaucoup trop de limitations techniques pour constituer une force de première frappe crédible. D'un autre côté, les négociateurs américains craignaient que certains aspects de la proposition soviétique eussent pour objet de conférer une capacité de première frappe à l'URSS.

Les propositions soviétiques sont-elles susceptibles de conduire à un juste équilibre entre les forces nucléaires des deux pays ? En première analyse, a déclaré M. Niles, on se rend compte que l'Union soviétique conserverait d'importants avantages relativement au nombre d'armes, d'ogives et de vecteurs et à la capacité d'emport des missiles balistiques. Les négociateurs soviétiques n'avaient jamais accordé beaucoup d'importance à la capacité d'emport, qui constituait pour les États-Unis un facteur primordial.

Les États-Unis craignaient également que l'adoption des propositions soviétiques les oblige à abandonner des éléments clés de leur programme de modernisation, tandis que le programme soviétique, qui n'en était pas au même point, pourrait se poursuivre